**DISCOURS INTRODUCTIF**

**ASSEMBLEE PLENIERE DU 28 MARS 2019**

*Seul le prononcé fait foi*

Mesdames Messieurs, Chers collègues,

Cette Assemblée Plénière se tient au moment où s’achève le grand débat national décidé par le Président de la République Emmanuel Macron, suite à un mouvement social sans précédent. Depuis près de six mois maintenant, notre pays connait en effet une mobilisation inédite à bien des égards, dans son expression, dans sa forme, et aussi hélas dans des dérives inacceptables.

Ce mouvement a été particulièrement suivi en Occitanie. Et c’est peu de dire que les habitants de notre région attendent avec impatience les propositions qui vont en sortir. Cette impatience est également de mise, je le constate dans chacune de mes rencontres, chez tous les élus du territoire. Parce qu’ici, et parfois plus qu’ailleurs, l’injustice sociale, territoriale, économique est durement ressentie, et depuis longtemps. C’est à l’aune des propositions qui vont être faites que nous verrons si ce débat a été lucide et sincère. Il faut le souhaiter pour l’avenir de notre territoire et la vie de nos concitoyens.

**I/ LA SOLUTION VIENT DES TERRITOIRES**

Vous le savez je pense que la solution vient des territoires et beaucoup d’élus, et j’en suis, n’ont pas attendu le mouvement des gilets jaunes pour comprendre que notre pacte républicain doit trouver un nouveau souffle, à partir d’un constat clair.

Ce constat, c’est notamment celui de la disparition brutale ou l’éloignement aux services publics, véritable colonne vertébrale de notre République, qui s’est proportionnellement doublé d’un écart toujours plus grand entre les couches modestes et les plus riches de la population.

Un effet ciseau qui a pris de l’ampleur avec une mondialisation vécue de façon accélérée sans garde-fou, sans limite, qui fait que la plupart de nos concitoyens estiment que leurs enfants vivront moins bien qu’eux et que le sentiment de déclassement est de plus en plus violent. Cet « en même temps », pour le coup bien réel, lui, a amené nombre de nos compatriotes à se détourner de la chose publique, considérant que « là-haut, rien n’était fait pour eux ».

A ce mouvement des gilets jaunes, s’est additionnée une prise de conscience et donc une mobilisation citoyenne massive et inédite, pour le climat, pour le changement de notre modèle de développement, avec des marches le vendredi et une pétition signée à ce jour par plus de 2 millions de personnes pour demander que l’Etat soit assigné devant la justice pour « inaction ».

Dos au mur, il n’y a qu’un chemin à reprendre : celui de la volonté politique abandonnée aux profits du tout comptable. De remettre la notion de « progrès » qui a disparu du vocabulaire politique, au cœur de ce volontarisme public et citoyen.

Depuis six mois, au fond, de quoi parlons-nous ? De ce qui touche, de ce qui fonde, notre destin collectif, et plus précisément de l’organisation de l’Etat, de ses buts et de ses moyens ; de notre rapport à la démocratie qu’elle soit représentative ou directe.

Sur le premier point, notre maturité démocratique et notre expérience de plus de 35 ans de décentralisation, devraient permettre à l’Etat, et surtout à celles et ceux qui le dirigent, de considérer que les territoires sont les mieux à même de décider, et donc de réaliser, ce qui est bon pour eux.

La preuve par un chiffre : 70% de l’investissement public de ce pays est généré par les collectivités locales. Au fond, le bon sens voudrait que les collectivités locales s’occupent et gèrent la proximité, que l’Etat se concentre sur le régalien. Un partage des tâches efficace, gage de réactivité, qui permettrait de supprimer ces insupportables doublons administratifs qui freinent tant de projets…

Oui, la République des territoires que j’appelle de mes vœux est une voie pour fortifier notre République une et indivisible. Elle nécessite d’en finir avec la recentralisation à l’œuvre depuis 20 mois pour faire place à une véritable nouvelle décentralisation, pleinement assumée tant au niveau national que local.

Les réponses au Grand débat doivent porter sur ce qui est remonté du terrain. Nous en connaissons les contours. Il y a, à mon sens, 5 enjeux, 5 défis, 5 réponses fortes à apporter :

1/ **Une véritable réforme fiscale, basée sur la justice** qui doit demain plus favoriser l’emploi, les salariés, l’efficacité économique et non protéger l’épargne et les produits financiers.

2/ **Un nouvel acte de décentralisation** pour garantir une réponse plus rapide aux besoins, aux projets de nos territoires et des habitants.

3/ **Un renouveau démocratique** **en actes** par la mise en place de jury citoyen ou de collectifs citoyens, je préfère ce terme, à chaque échelon, en lien constant avec la démocratie représentative, pour élaborer et évaluer les projets et les politiques publiques.

4/ **Un service public efficace et régénéré**. Il mériterait à lui seul un grand débat national. Et cette question, essentielle, ne doit plus être seulement traitée depuis Paris à partir de lignes comptables. La preuve, par l’actuelle politique de la SNCF. Notre constat est clair et sans appel : il faut que cette entreprise qui appartient à la Nation retrouve une vision, redéfinisse son rôle, au-delà du transport des voyageurs ou des marchandises, dans le développement des territoires. Je propose que nous organisions des Etats nationaux du Rail, comme nous avons fait voici trois ans les Etats Généraux du Rail, au-delà de la loi LOM actuellement en discussion. C’est aussi notre proposition, sans défaire le réseau national ferroviaire, que la Région soit demain maître d’ouvrage des travaux qu’elle paie déjà à plus de 90% sur la rénovation des voies, pour accélérer les travaux. D’autre part, je constate que le Sénat, et je m’en félicite, a adopté l’amendement sur la création des sociétés de projets que nous avions proposé pour financer les deux LGV. Il reste à la majorité parlementaire de le voter. Ce sera l’occasion de vérifier si les actes suivent les paroles.

Le rapport « Mobilités II » confirme notre volonté avec Jean-Luc Gibelin d’investir massivement dans les transports en commun, mais aussi de soutenir, notamment avec la mise en place de l’éco-chèque, des mobilités individuelles partout sur le territoire, plus soucieuses de l’environnement. Ce souci de réduire les déplacements conduit notre collectivité à s’investir aussi dans le télé-travail et le covoiturage.

5/ **Et puis bien sûr une transition énergétique assumée et territorialisée**. L’urgence climatique est là. Si nous croyons en une Banque européenne du climat, indispensable pour investir dans des infrastructures majeures à l’échelle du continent, nous devons prendre également nos responsabilités aux niveaux national et régional. Le gouvernement doit revoir la Programmation Pluriannuelle de l’Energie afin d’être au rendez-vous de l’Histoire, notamment au niveau de l’éolien flottant. Hier, les six Régions littorales françaises, dont l’Occitanie, ont fait des contre-propositions concrètes au gouvernement pour revoir à la hausse l’ambition générale sur ce sujet.

Et parce que nous estimons que la justice sociale est désormais liée à la justice environnementale, chaque euro collecté via la fiscalité écologique doit bénéficier prioritairement aux ménages et aux territoires les plus vulnérables.

Là aussi, nous accélérons. Après l’éco-chèque logement, nous allons mettre en place le service public de la performance énergétique et de l’habitat pour multiplier les rénovations chez les particuliers et ainsi baisser leurs factures énergétiques. Idem pour notre plan bois dont l’objectif est de valoriser beaucoup plus la ressource locale. Ou notre signature, ce jour, de la charte sur les perturbateurs endocriniens qui va nous permettre d’être encore plus exemplaire. Les exemples je pourrais les multiplier, de nos lycées avec le zéro plastique, au développement accru d’une agriculture bio et durable avec une politique forte de transformation des produits dans les exploitations.

Les Régions constituent une bonne échelle, nous en sommes convaincus avec Agnès Langevine. Nous vous proposerons d’ailleurs à notre prochaine AP de juin de voter la création d’une Mission d’Information et d’Evaluation sur « l’impact du changement climatique sur l’économie de l’Occitanie » afin de travailler de façon plus transversale sur cette question majeure. On le ressent déjà : les différentes catastrophes climatiques comme dans l’Aude l’an dernier, l’avenir de l’usine diesel Bosch à Rodez et son millier de salariés, le devenir de notre agriculture et de notre viticulture, l’impact sur le tourisme… sont autant de signaux avant-coureurs. Par ce travail d’ampleur et sans précédent, nous voulons construire, avec les acteurs du territoire, un nouveau modèle de développement propre à notre région, dans la droite ligne de notre ambition d’être la première région à énergie positive d’Europe.

**II/ Et puis nous allons continuer et amplifier le dialogue constant et direct avec la population.**

**Depuis que cette Région est née, voici trois ans,** nous avons beaucoup consulté pour mettre en place des politiques publiques justes et adaptées à chaque situation.

**Aujourd’hui, dans ce moment décisif que nous traversons, notre majorité a souhaité amplifier cette action. Aller encore plus en proximité en lançant une tournée citoyenne sur tous les territoires : « La Région est à vous ».** Pour que chacun puisse s’exprimer librement sur notre action, exprimer ses idées, échanger avec les élus, les services, les Maisons de la Région.

|  |
| --- |
| Le temps où les collectivités, les élus, décidaient seuls dans leur coin, c’est terminé et c’est tant mieux. Nos concitoyens ont non seulement des avis, mais aussi des idées. « La Région est à vous » doit leur permettre de les exprimer librement, de recueillir leurs avis, d’entendre ce qu’ils souhaitent améliorer pour que ça fonctionne mieux au niveau du territoire régional, mais aussi partager les bonnes pratiques, mettre en avant les initiatives positives, valoriser les belles histoires, les réussites car il y en a, et plus qu’on ne le pense ! Je rappelle que cette consultation est inédite à l’échelle d’une Région. Nous y allons en mode « modeste », « simplicité », à l’écoute et nous allons directement sur les lieux de vie des gens. L’idée est bien d’en finir avec les réunions publiques classiques où l’on voit toujours les mêmes : nous voulons donner la parole à ceux qui ne la prennent pas. Nous avons commencé le 19 mars à la gare de Colomiers, nous allons continuer avec plus de 100 dates organisées sur les 13 départements entre le 18 mars et le 31 juillet, avec une pause en mai lors de la campagne des élections européennes. Une restitution sera organisée auprès des participants à l’issue de cette tournée régionale, à la rentrée.**Cette démarche est inédite dans la forme mais elle s’inscrit dans le droit fil des orientations que nous avons décidées et de notre engagement.**  |

Ce n’est pas pour rien que l’Occitanie est régulièrement citée comme un laboratoire de la citoyenneté active. 30 concertations thématiques déjà lancées : Nom de la Région, Etats Généraux du rail et de l’intermodalité, Lycée de demain, Concertation Alimentation, qui a enregistré 100.000 participations.

Nous avons développé aussi des instances de dialogue et de concertation innovantes : l’Assemblée des Territoires, les Parlements de la Mer et de la Montagne, le Conseil Régional des Jeunes…

Nous sommes aussi allés plus loin avec notre charte citoyenne. Et il faut le rappeler : en Occitanie, le référendum régional existe déjà ! Bien avant les revendications du mouvement des gilets jaunes pour un Référendum d’Initiative Citoyenne, nous avons voté il y a de cela 11 mois, le principe d’une Votation d’Initiative Citoyenne, un dispositif piloté par le Bureau de l’Assemblée et Gérard Onesta, et cela a été aussi au travers d’une boite à outil sur laregioncitoyenne.fr

**Ces actions de citoyenneté active vont toutes dans le même sens.**

Elles témoignent de notre volonté d’envisager de nouveaux modes de démocratie participative et directe, de nouvelles instances de concertation et de bousculer notre manière de construire les politiques régionales avec un seul objectif : être utile aux habitants d’Occitanie

Nous avons tenu également à impliquer la jeunesse. Nous serons accompagnés lors de ces rencontres de 32 jeunes du service civique, symbole fort, c’est très important dans une région où 1/3 des habitants a moins de 30 ans. C’est la jeunesse qui nous donne une sacrée leçon notamment sur la transition écologique et énergétique et c’est une adolescente de 16 ans qui nous dit : « Réveillez-vous ! Il faut passer à une autre échelle ». Cette même jeunesse qui nous dit : « Ne cassez pas l’Europe », celle qui a défilé récemment au cœur d’une marée humaine à Londres.

**\*\*\***

**III/ Parce que oui, l’Occitanie a besoin de l’Europe**

Car si l’échelle régionale est la bonne pour répondre aux défis du quotidien, celle de l’Europe est primordiale. L’Europe est aujourd’hui malmenée, fracturée. Elle est surtout interpellée. Là aussi, elle demande un volontarisme politique sans précédent dans l’Histoire.

Le rapport que nous présentons aujourd’hui sur les conséquences du Brexit sur notre économie régionale démontre que notre destin, ici même, est intrinsèquement lié à l’Europe. Il ne s’agit pas d’une envolée lyrique, mais de faits.

Ce sont près de 8.000 entreprises de notre territoire qui ont des liens commerciaux avec le Royaume Uni, dont 2.000 qui n’ont jamais exporté au-delà de l’Union Européenne. Le volume d’exports avec ce pays représente 1,6 milliards d’euros, notamment dans l’aéronautique, l’industrie agroalimentaire, les produits agricoles, le tourisme…

A celles et ceux qui ont présenté le Brexit comme la Panacée ou comme une formalité, voilà une réalité brutale pour nos entreprises et leurs salariés : formalités douanières à revoir, chaîne logistique entravée, nouvelles règles de certification et danger, oui danger, pour nos produits sous indication géographique et je veux rappeler à ce propos que 23% des vins exportés au Royaume Uni proviennent d’Occitanie.

Nous ne pouvons rester les bras croisés alors que nos entreprises et leurs salariés sur tous les territoires peuvent être mis en difficulté, d’où notre volonté de les accompagner et de renforcer, pour elles et avec elles, notre prospection.

Ce rapport nous donne l’occasion de redire cette vérité à nos concitoyens : non, l’Europe n’est pas l’ennemie de notre pays ou de l’Occitanie, bien au contraire.

**Car l’Europe dans notre région, ce sont des réalisations concrètes**

C’est grâce à l’Europe que l’on crée des écoles de la 2ème chance régionales, permettant à des habitants de la région en grande difficulté de se former et de retrouver une place dans la société, que l’on met en place la Carte Jeune avec ses aides concrètes au pouvoir d’achat des familles.

C’est aussi grâce à l’Europe que nous renforçons les capacités d’innovation de nos PME, que nous avons mis sur pied le Fonds Foster de 143 millions d’euros, imaginé avec l’Europe, permettant d’accompagner près de 6.000 entreprises agroalimentaires et exploitations agricoles d’Occitanie.

Certains diront que tout cela reste bien vague. Eh bien, allons dans le concret, au cœur de chaque territoire :

C’est grâce à l’Europe que des grands projets voient le jour comme la centrale solaire de la Découverte à Decazeville-Aubin, un quai de 470 m sur le Port de Sète, la construction d’un centre de recherche à Tarbes…

C’est aussi grâce à l’Europe, que la LGV, après le contournement Nîmes-Montpellier, ira jusqu’à Béziers puis à Perpignan.

C’est grâce à l’Europe que nous pouvons renforcer l’attractivité de notre secteur touristique si vital pour des dizaines de milliers de salariés.

Au total, ce sont 3 milliards de fonds européens investis dans l’économie régionale et les territoires.

Mais l’Europe, ce n’est pas seulement un guichet, c’est une ambition, une certaine idée de société.

L’Europe, il y a celles et ceux qui la dénoncent mais qui en profitent sans vergogne.

Et puis, il y a celles et ceux qui la font. Jour après jour, inlassablement. En étant lucides sur ce qui va et sur ce qui ne va pas, et surtout, d’avoir la volonté politique pour la changer.

Je ne suis pas une Européenne béate, mais une Européenne passionnée, exigeante comme tous les européens. Le Monde tel qu’il est aujourd’hui et si nous voulons le changer, nous oblige à mettre en œuvre une Europe plus sociale, humaniste, avec des règles sociales communes et une fiscalité proportionnelle aux richesses.

Je crois que l’Europe est plus que jamais une solution pour des questions cruciales, vitales, comme la transition énergétique et écologique, les mobilités, le rapport à la mondialisation, la sécurité, la paix. Qui peut croire aujourd’hui que notre pays peut mener ces défis seul ? Il faut arrêter de tromper les gens car ils méritent mieux que cette démagogie qui nous mène au bord du précipice.

**CONCLUSION**

En Occitanie, que ce soit sur le Pacte républicain ou l’Europe, nous croyons que les territoires sont la solution, pas le problème. Que ce sont de ces territoires, de nos habitants, que peut venir cette étincelle indispensable pour régénérer notre collectif. La clé, et notamment de la citoyenneté, reste l’éducation et la formation, notamment des plus jeunes de nos concitoyens. Voilà pourquoi nous sommes la première Région à investir sur ce sujet majeur ou que l’Occitanie est aussi la région où la rentrée scolaire est la moins chère de France. Preuve en est également l’adoption ce jour du Programme d’Investissement dans les Compétences (PIC) proposé par Emmanuelle Gazel : la croissance de notre économie reste bonne mais le fléau du chômage et de la précarité reste présent dans de nombreux territoires. Notre réponse passe par plus de formation pour pouvoir faire baisser le nombre de 15 000 emplois non pourvus.

 C’est le chemin résolu que nous avons pris depuis trois ans. C’est le chemin que nous entendons poursuivre, avec détermination et volontarisme, dans les prochaines années, avec tous les citoyens d’Occitanie.

Soyons conquérants et soyons fiers de notre Région.

Je vous remercie.

**Seul le prononcé fait foi**